

Etats-Unis/Tournée de Donald Trump en Asie

Du faste, mais une stratégie toujours floue

AFP
Manille/Philippines

Et quoiqu'en dise le locataire de la Maison Blanche, le bilan de son marathon asiatique pourrait se révéler maigre.

DONALD Trump a achevé hier une tournée marathon en Asie qui s'est déroulée sans accroc mais sans percée majeure et n'a pas dissipé le flou qui entoure sa stratégie dans cette partie du monde.

Les dirigeants de la région ont rivalisé d'efforts pour soigner un président américain notoirement sensible aux honneurs et au faste. "Ce fut un tapis rouge comme personne ne l'avait jamais vu", a-t-il raconté, ravi, estimant que ce voyage avait été "très réussi".

"Je me suis fait beaucoup d'amis, au plus haut niveau", a-t-il déclaré aux journalistes peu avant son départ. "Nous avons tous travaillé dur et je crois que les fruits de notre travail vont être incroyables".

Golf et dîner de gala à Tokyo, opéra et Cité interdite à Pékin pour une "visite d'Etat". Et à Séoul, toast présidentiel en l'honneur d'un homme qui "rend déjà à l'Amérique sa grandeur".

Le locataire de la Maison Blanche, novice en diplomatie et qui a peu de goût pour les longs déplacements, a évité les faux-pas et est apparu plutôt à l'aise. Mais au-delà des photos soignées, les questions demeurent sur l'impact concret de ce long voyage. De Tokyo à Manille en passant par Séoul, Pékin et Hanoï, le président septuagénaire a martelé deux priorités : accentuer la pression face à la menace



Photo : AFP

Le président américain Donald Trump : un marathon asiatique sans accroc mais au bilan, à court terme, pas si spectaculaire que cela.

nucléaire nord-coréenne et défendre un meilleur accès aux marchés asiatiques pour les entreprises américaines.

"RIEN N'A CHANGE"• Mais le bilan de ces douze jours, qui se dessinera dans la durée, pourrait être maigre.

"Si vous comparez avant et après la tournée asiatique de Trump, rien n'a vraiment changé (sur le dossier nord-coréen)", explique à l'AFP Go Myong-Hyun, de l'Asan Institute, centre de réflexion basé à Séoul.

Pékin, premier partenaire économique de Pyongyang, "n'a rien promis de nouveau (...) et s'en tient à sa position", résume-t-il.

Certains experts relèvent cependant que les échanges entre les présidents des deux premières puissances mondiales pourraient porter leurs fruits sur le moyen terme.

"Xi Jinping a très bien accueilli Donald Trump, la relation entre les deux pays est relativement stable.

Dans ce contexte, il ne rejettera pas en bloc les demandes de ce dernier", prédit Cheng Xiaohe, enseignant à la Renmin University, à Pékin.

Sur les échanges commerciaux, Donald Trump, qui a accusé ses prédécesseurs démocrates et républicains d'avoir manqué de poigne pendant des décennies, a-t-il réussi à faire bouger les lignes ?

Pékin a annoncé son intention d'élargir l'accès des entreprises étrangères à son secteur financier, mais les points de blocage restent nombreux.

Conscient de n'avoir pas décroché de spectaculaires concessions, le président américain a mis en avant une moisson de contrats pour un montant total de 300 milliards de dollars.

Mais nombre de ces documents, signés avec force mise en scène, sont souvent de simples lettres d'intention. Et ne changent rien sur la durée aux déficits commerciaux abyss-

aux de l'Amérique. Cheng Xiaohe ne voit dans ces contrats que "des antidouleurs qui offrent un répit temporaire dans le contentieux commercial entre la Chine et les Etats-Unis".

Au-delà, c'est sur la vision à long terme, l'évolution des rapports géostratégiques dans cette région cruciale pour les Etats-Unis, que les espoirs placés dans ce voyage ont été déçus.

"AMERICA FIRST"• Le grand discours de Danang, au Vietnam, vanté à l'avance par la Maison Blanche comme un moment fort de la présidence, faisait par moment plutôt penser à meeting électoral mené au son d'"America First".

Dressant le tableau d'une Amérique victime d'"abus commerciaux chroniques", il a fustigé avec une rare violence les accords multilatéraux qui "lient les mains" de son pays.

Et sa vision d'une "région

Indo-Pacifique libre et ouverte" reste à écrire. "Il reste à voir ce en quoi ce concept peut se traduire concrètement", souligne Yoshinobu Yamamoto, professeur à l'Université de Niigata.

Pour Ryan Hass, ancien conseiller Asie de Barack Obama, le voyage présidentiel a renforcé l'impression que "la région va de l'avant et accélère, tandis que les Etats-Unis regardent en arrière".

Il cite en particulier la décision de 11 pays d'Asie-Pacifique de faire vivre l'accord de libre-échange (TPP) que M. Trump a quitté abruptement. Ou encore les appels de Xi Jinping à embrasser une mondialisation "irréversible" qui contrastaient avec le nationalisme économique de son homologue américain.

Sur le plan personnel, si son entente avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe est bien réelle, sur les terrains de golf et au-delà, l'alchimie avec Xi Jinping est infiniment plus complexe.

M. Trump a mis en avant ses "très bonnes relations" avec le dirigeant chinois "un homme fort (...) plus puissant que Mao selon certains". Mais il est difficile de prédire comment la relation évoluera dans les années à venir en cas de pic de tensions.

Fait remarquable : en douze jours, le 45e président des Etats-Unis n'aura pas une seule fois évoqué la question du réchauffement climatique.

C'est précisément à Pékin, il y a trois ans, que Barack Obama était venu sceller un accord inédit avec la Chine qui allait servir de socle à l'accord de Paris sur le climat.

Un accord que Donald Trump a quitté avec fracas au nom de la défense des intérêts américains.

L'Afrique en bref

• **Liberia/Elections.** L'appel de la communauté internationale

L'Union européenne a joint hier sa voix aux appels de la communauté internationale lancés aux protagonistes de l'élection présidentielle au Liberia pour qu'ils parviennent à un règlement rapide de la contestation des résultats du premier tour du 10 octobre.

• **Somaliland/Présidentielle.** Résultats dans "plusieurs jours"

Les opérations de dépouillement des bulletins de vote étaient en cours hier au lendemain de l'élection présidentielle dans la République autoproclamée du Somaliland (nord de la Somalie), dont les résultats définitifs ne sont pas attendus avant plusieurs jours, a-t-on appris de source officielle.

• **Zimbabwe/Politique.** Un convoi de chars vu à l'extérieur de la capitale

Un convoi de plusieurs chars était visible hier sur une des artères principales des environs de la capitale zimbabwéenne, Harare, au lendemain d'une mise en garde sans précédent du chef de l'armée à l'encontre du président Robert Mugabe, ont rapporté à l'AFP des témoins.

A travers le monde

• **Afghanistan/Violences.** 31 policiers et militaires tués dans plusieurs attaques

Une trentaine de policiers et militaires afghans ont été tués depuis lundi dans une série d'attaques talibanes contre des points de contrôle, ont indiqué des responsables hier.

• **Espagne/Politique.** Catalogne : l'appel de Rajoy

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a affirmé hier qu'il travaillerait pour que les indépendantistes catalans perdent les élections régionales prévues le 21 décembre et appelé à une participation "massive" lors du scrutin.

• **Japon/Politique.** La gouverneure de Tokyo va quitter la tête du Parti de l'espoir



La gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike, a annoncé hier sa démission de la présidence de la formation politique nationale qu'elle a créée, le Parti de l'espoir, après sa cuisante défaite aux élections législatives anticipées le mois dernier.

Photo : AFP

RDCongo/Journée de mobilisation à l'appel de l'opposition

L'Onu met en garde Kinshasa

AFP
Kinshasa/RDCongo

LES Nations unies ont mis en garde hier Kinshasa contre d'"éventuelles violations des droits de l'homme" ce mercredi lors des mobilisations à l'appel de l'opposition contre le calendrier électoral qui prolonge de fait le mandat du président Joseph Kabila jusqu'à janvier 2019.

"Conformément à son mandat, la Monusco se réserve le droit d'observer les événements et de rapporter d'éventuelles violations des

droits de l'homme", a déclaré le patron de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo (Monusco), Maman Sidikou, dans un communiqué.

"La Mission exhorte ainsi les autorités congolaises à respecter les libertés fondamentales telles que stipulées dans la Constitution congolaise, dont la liberté de réunion et de manifestation", ajoute le communiqué.

"La Monusco rappelle également aux citoyens que le droit de manifester implique de s'abstenir de recourir à la violence sous

toutes ses formes", souligne la mission onusienne.

Les manifestations sont souvent lourdement réprimées en RDC comme il y a un mois à Goma (est) où un rassemblement s'était soldé par plusieurs morts (dont un policier).

Plusieurs mouvements citoyens (Lucha, Filimbi...) et une large partie de l'opposition ont appelé à manifester aujourd'hui contre le calendrier présenté le 5 novembre par la commission électorale.

Ce chronogramme renvoie au 23 décembre 2018 toute une série d'élections, dont la présidentielle pour

désigner le successeur de M. Kabila.

Le Rassemblement de l'opposition demande une "transition sans Kabila" à partir du 1er janvier 2018 et des élections plus tôt dans le courant de l'année. Pour sa part, la communauté internationale - Nations unies, Etats-Unis, UE et les deux grands partenaires de la RDC France et Belgique - s'est ralliée au calendrier des autorités en demandant des mesures de "décrispations" politiques (liberté de manifester, libération des "prisonniers politiques"...). Au pouvoir depuis l'assas-

sinat de son père Laurent-Désiré en 2001, élu en 2006, réélu en 2011, M. Kabila aurait dû quitter le pouvoir le 20 décembre 2016 d'après l'actuelle Constitution.

La loi fondamentale interdit au président de solliciter un troisième mandat, tout en l'autorisant à rester en place jusqu'à l'installation de son successeur élu. Un accord pouvoir-opposition signé le 31 décembre 2016 sous l'égide de l'église catholique prévoyait déjà des élections au plus tard fin décembre 2017.